

Unité départementale des Côtes-d'Armor  
11, rue Hélène Boucher  
Bâtiment B  
BP 30337  
22193 Plerin

Plerin, le 19/11/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BRANDEFERT**

7 Rue des Métiers  
35730 Pleurtuit

Références : 2025.342  
Code AIOT : 0005502222

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement BRANDEFERT implanté LE HOUX 22980 Languédias. L'inspection a été annoncée le 21/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BRANDEFERT
- LE HOUX 22980 Languédias
- Code AIOT : 0005502222
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'une carrière à ciel ouvert autorisée en date du 19 octobre 2006.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Surveillance du périmètre autorisé	Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 4.2.1.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Aménagements	Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 2.2.4.	Demande d'action corrective	3 mois
5	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 4.1.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 4.1.3.	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions arrêté préfectoral de mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 31/05/2022, article 1	Levée de mise en demeure
4	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 6.1.1.	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les dispositions de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 31 mai 2022 sont respectées, il est proposé au préfet de le lever.

L'Inspection met en évidence des points de vigilance concernant le respect du périmètre autorisé, la sécurisation du bassin de décantation, l'information sur la réorganisation du site et l'évacuation des déchets.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions arrêté préfectoral de mise en demeure

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 31/05/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions arrêté préfectoral de mise en demeure
<b>Prescription contrôlée :</b>
La société SAS CARRIÈRES DE BRANDEFERT, autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de

<p>granite sur la commune de LANGUEDIAS au lieu-dit « Le Houx », est mise en demeure sous un délai de trois mois,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de respecter l'article 4.7.3. de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2006 modifié le 21 octobre 2015, à savoir la réalisation des mesures de la situation acoustique.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant fournit le rapport de mesures des niveaux sonores de 2024.  Les mesures ont été réalisées au niveau des 2 zones à émergence réglementée prévues en périodes diurne et nocturne.  Les valeurs limites d'émergence sont respectées sur les 2 points de mesures pour les périodes diurne et nocturne.  Les niveaux sonores en limite de périmètre sont respectées sur les 2 points de mesures pour les périodes diurne et nocturne.  Les dispositions de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure sont respectées, la mise en demeure peut être levée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>

## N° 2 : Surveillance du périmètre autorisé

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 4.2.1.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance du périmètre autorisé</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met à jour au moins une fois par an un plan de la carrière et des installations sur fond cadastral sur lequel figurent, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li> <li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'extraire ;</li> <li>• les bords de la fouille ;</li> <li>• la position des stocks ;</li> <li>• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li> <li>• le réseau de circulation des eaux ;</li> <li>• les zones remises en état.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant fournit le plan d'exploitation de 2025, les données prévues y figurent, en particulier les cotes topographiques.  Au niveau cadastral, l'exploitant précise qu'il souhaite retirer du périmètre les parcelles (274, 276 et 277) de l'autre côté de la route communale.  De plus, des divisions parcellaires ont été effectuées depuis l'arrêté préfectoral d'autorisation et la parcelle 271 au niveau de l'accueil ne serait pas dans le périmètre de l'installation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre un document listant les parcelles autorisées dans le périmètre de</p>

l'installation et leurs divisions cadastrales récentes. Dans le cas d'incohérence avec le périmètre autorisé ou de volonté de cessation partielle, l'exploitant doit déposer une demande de modification de l'installation auprès du Préfet.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 3 : Aménagements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 2.2.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aménagements
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une signalisation adaptée ainsi qu'une clôture solide et efficace (ou un dispositif équivalent) sont placés autour des zones dangereuses.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, il est constaté que le pourtour du bassin de décantation est recouvert par une végétation importante. Les panneaux signalant un danger sont absents et le bassin est rempli de boues de sciage. L'exploitant précise que ce bassin pourrait être supprimé et la décantation se ferait en fond de fouille.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit entretenir les abords du bassin de décantation, prévoir un curage des boues de sciage et mettre en place une signalisation adaptée. Si l'exploitant ne souhaite pas maintenir ce dispositif pour la décantation des eaux, il devra en informer l'Inspection et prévoir le démantèlement de ce bassin.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 6.1.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le bénéficiaire de l'autorisation doit constituer une garantie financière sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance. Cette garantie financière a pour but d'assurer, en cas de défaillance de l'exploitant, la remise en état du site telle que prévue par le présent arrêté.
<b>Constats :</b>

L'installation dispose d'un acte de cautionnement pour l'établissement de garanties financières, signé le 25 mars 2021 et valable jusqu'au 18 octobre 2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Dispositions générales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 4.1.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, il est constaté que le site est maintenu en bon état de propreté, les bâtiments sont entretenus. L'exploitant précise que le site va être réorganisé avec une modification des activités liées au sciage et à la taille de pierre au sein des bâtiments existants.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit transmettre un courrier d'information précisant la réorganisation des activités sur le site, accompagné d'un plan de masse.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : Dispositions générales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 4.1.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, il est constaté que l'exploitant valorise au maximum les matériaux disponibles, différentes qualités de matériaux sont disponibles à la vente suivant la demande. De plus, il est constaté la présence d'une ancienne cuve de carburant et des fûts à proximité des bâtiments.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'exploitant doit faire évacuer l'ancienne cuve de carburant et les fûts vers les installations dûment autorisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois